



Conseil économique et social

Distr. générale
15 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-septième session

11-21 février 2019

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social
et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée
générale : thème prioritaire : lutter contre les inégalités
et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques
budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale**

Déclaration présentée par Triglav Circle, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Le Triglav Circle cherche à enrichir le discours public sur les problèmes mondiaux par l'expression de points de vue moraux et spirituels s'appuyant sur des valeurs universelles. Nous sommes un groupe de citoyens du monde engagés, qui mettons en commun la diversité nationale et internationale de nos origines, de nos expériences et nos opinions afin de trouver des moyens efficaces de résoudre les grands problèmes mondiaux de notre époque. Nous sommes convaincus que ces problèmes mondiaux, qu'il s'agisse des menaces pesant sur l'intégrité de notre planète, de la montée de la violence sous toutes ses formes, de la persistance de la pauvreté ou de l'émergence d'un monde divisé entre riches et pauvres, sont tous liés. Ils sont liés dans leurs causes qui résident dans les failles de la culture dominante. Ils sont liés dans leur remède, qui implique une renaissance de l'esprit humain. Le Triglav Circle a un site Web : www.triglavcircleonline.org.

Le développement social « ne peut [...] pas être envisagé dans une perspective sectorielle », il est « indissociable de son contexte culturel, [...], économique, politique et spirituel ». « Il exige que les valeurs, les objectifs et les priorités soient orientés de manière à assurer le bien-être de tous ». Ces observations tirées du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (chapitre I, paragraphe 4) ont gardé tout leur sens car l'état du monde est, à bien des égards, alarmant. Les inégalités se creusent partout et le nombre de personnes qui se sentent exclues des institutions et de la société est en augmentation.

Dans un tel contexte, tous les types de politiques, qu'elles soient budgétaires ou visant à protéger les personnes en difficulté et quelle que soit la qualité de leur conception, ne sauraient être que limitées dans leurs résultats et leur pertinence. Il faut s'attaquer aux causes plutôt qu'aux symptômes de l'aggravation persistante des diverses formes d'inégalité et d'exclusion. Comme le souligne le pape François dans l'encyclique *Laudato Si'*, il faut changer de cap et entamer une « révolution culturelle ». Le sens même du « développement », du « progrès » et, à l'évidence, de la « croissance économique » doit être remis en question. C'est dans cette optique que Triglav Circle, organisation créée pour poursuivre les objectifs du Sommet mondial pour le développement social, souhaite faire valoir trois points.

Premièrement, la disponibilité et la répartition des possibilités d'emploi ont une forte incidence sur les inégalités, et les changements technologiques, quant à eux, déterminent en grande partie les tendances de l'emploi. Par conséquent, la science et la technologie doivent être résolument mises au service du bien-être de l'humanité. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'accent est mis sur le fait que la science, la technologie et l'innovation technologique sont des outils essentiels pour amener les économies et les sociétés du monde sur une voie durable. Mais, si le credo dominant actuel continue de l'emporter, à savoir que les États et les organisations, notamment internationales, doivent jouer un rôle limité dans l'économie, il est fort peu probable que les entreprises privilégient comme il le mérite l'emploi par rapport au profit, quand elles envisageront de nouvelles techniques de production et de distribution. Avant la mutation idéologique majeure qui a déferlé sur le monde dans les années 1980, plusieurs gouvernements, adeptes du libéralisme politique traditionnel, avaient trouvé le moyen, par le dialogue, des mesures incitatives et des formes de planification, d'influencer la création et le choix des innovations technologiques. L'Organisation des Nations Unies soutient cette démarche, notamment avec son Centre pour la science et la technique au service du développement. Il serait extrêmement bénéfique de redécouvrir ces idées et pratiques anciennes et de les adapter aux circonstances actuelles.

Deuxièmement, les inégalités et la pauvreté sont directement liées au fonctionnement de l'économie mondiale. L'économie mondiale réelle, faite de production et d'échanges de biens et de services, est fondée sur la concurrence et est, en réalité, subordonnée aux marchés financiers, qui sont eux-mêmes largement non régulés. La concurrence, qui est en soi source d'émulation et de créativité, conduit trop souvent à une réduction des salaires et est trop souvent neutralisée par des pratiques monopolistiques. L'absence de régulation des marchés financiers conduit à la spéculation et à des crises telles que le krach de 2008, dont les conséquences ont été supportées par les contribuables. Si l'objectif 10 du Programme 2030, à savoir « réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre », est distinct de l'objectif 1 visant à éliminer la pauvreté, la cible 10.5 associée à l'objectif 10 est timide : « Améliorer la réglementation et la surveillance des institutions et marchés financiers mondiaux et renforcer l'application des règles ». Il n'y a actuellement aucun signe que cette cible, même modeste, sera atteinte. De plus, pour « ne pas faire de laissés-pour-compte », il faudrait réorienter en profondeur les buts de l'activité humaine et l'usage de la propriété. La construction d'une économie mondiale au service du bien commun serait encore une fois la renaissance nécessaire d'une vieille idée.

Troisièmement, les inégalités et la pauvreté sont liées non seulement à la répartition des richesses, mais aussi à la conception même de la richesse et du sens et de la définition d'une bonne vie et d'une bonne société. Aujourd'hui, dans la plupart des pays du monde, une petite minorité de personnes accumule des niveaux indécentes de richesse, alors que les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et que la classe moyenne doit faire des sacrifices et accepter diverses formes d'insécurité pour répondre aux « besoins » de l'économie mondialisée. Voilà une source d'aliénation politique et un terreau fertile pour les régimes autoritaires dans un monde qui risque de se fracturer encore. L'objectif 1 sur la pauvreté et l'objectif 10 sur les inégalités doivent être réalisés en même temps que l'objectif 12 : Établir des modes de consommation et de production durables. Les objectifs que constituent la sauvegarde de notre planète et le maintien de sociétés harmonieuses et d'une communauté mondiale viable sont liés et exigent une vision renouvelée de l'épanouissement humain.

Les politiques visant à réduire toutes les formes d'inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre doivent être guidées et façonnées par la vision holistique d'une société mondiale harmonieuse.